

"Une rencontre lourde de conséquences" dans Süddeutsche Zeitung

Légende: Les 19 et 20 mai 1973, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung commente la première visite officielle de Leonid Brejnev, premier secrétaire du parti communiste de l'Union soviétique, en République fédérale d'Allemagne (RFA).

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Spor. Hrsg. Dürrmeier, Hans ; Herausgeber Heigert, H. 19/20.05.1973, Nr. 115. München: Süddeutscher Verlag GmbH. "Begegnung mit Tragweite", auteur:Riedmiller, Josef , p. 4.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/une_rencontre_lourde_de_consequences_dans_suddeutsche_zeitung-fr-9bbf40fb-3acd-4f67-94d9-e6a7c970ad19.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Une rencontre lourde de conséquences

par Josef Riemiller, actuellement à Bonn

La visite à Bonn du chef du parti soviétique, Leonid Brejnev, a déjà été qualifiée d'«événement historique» à de si nombreuses reprises et sans autre justification que l'on rechigne à reprendre cette étiquette, qui ne renferme en soi rien de positif ni de négatif. Pourtant, elle est justifiée. Elle l'est tout d'abord du point de vue de l'histoire germano-russe, qui n'a plus connu d'événement aussi marquant depuis le temps des tsars et des empereurs. Il est vrai que, depuis, les rapports de force entre l'Allemagne et la Russie se sont modifiés considérablement au détriment de l'Allemagne, par sa propre faute, mais les expériences heureuses et malheureuses et peut-être aussi une certaine symétrie cachée de l'histoire retiennent ces deux peuples dans le ban d'un intérêt réciproque tantôt admiratif, tantôt assoiffant.

Beaucoup ont toutefois l'impression que cette visite, 28 ans après la fin de la guerre, n'est plus prématurée et ils ont donc plutôt tendance à n'y voir qu'un événement comme un autre de même envergure. Ceux qui pensent ainsi ont non seulement oublié les conséquences de la guerre – division de l'Allemagne et installation de la puissance soviétique en Europe centrale – ils ignorent aussi l'échec des efforts par lesquels la République fédérale tente depuis vingt ans de modifier avec l'aide des alliés occidentaux une des conséquences les plus douloureuses de la guerre. Vue sous cet angle, la visite de Brejnev marque la reconnaissance définitive du statu quo par Bonn, et d'ailleurs, sans cette reconnaissance, la visite n'aurait pas pu avoir lieu. Cette raison suffirait à elle seule pour qualifier cette visite d'historique: le vainqueur se rend chez le vaincu revenu à la raison, mais il ne vient pas dans la pose du vainqueur.

Ce n'est pas une aventure

Si la fin de la guerre, y compris de la guerre froide, entre les deux pays est ainsi symbolisée sans traité de paix, cette visite tire cependant sa véritable importance des possibilités qu'elle ouvre pour l'avenir. Et c'est là qu'apparaissent les réticences, non pas tant chez nous que chez nos voisins. Certes, les rapports de force se sont sensiblement atténués, mais un tête-à-tête germano-russe est toujours, pour beaucoup de gens tant en Europe de l'Ouest qu'en Europe de l'Est, une vision d'horreur des plus redoutées. Trop souvent des accords entre Allemands et Russes ont modifié radicalement la situation en Europe pour que ces craintes puissent être écartées tout simplement comme des réflexes historiques désormais dépassés. Adenauer, qui connaissait bien ses compatriotes allemands, a essayé de prévenir toute «tentation venant de l'Est» en s'efforçant d'ancrer fermement la République fédérale à l'Ouest. Mais, non seulement cette intégration n'a pas atteint l'envergure prévue, mais cette entreprise avait aussi le désavantage de présupposer que dans la République fédérale nouvellement créée, dans cet espace pour ainsi dire sans histoire, le problème entre l'Ouest et l'Est ne se poserait plus jamais. Le fait que l'Est ait été banni pendant des années de notre champ de vision, hormis pour des raisons électorales évidentes, rend sa reprise en considération si effrayante pour beaucoup de gens, surtout pour nos voisins. La politique allemande s'est trouvée, et se trouve aujourd'hui plus que jamais, devant la tâche délicate de prouver que l'Allemagne n'est pas la charnière qui ouvre à l'Europe la porte sur l'aventure. Mais c'est précisément pour cela que nous devons avoir également des contacts politiques avec l'Est, sans admettre aucun abus, ni même aucun malentendu.

Or, le chancelier fédéral Brandt et Brejnev sont loin d'être des aventuriers. L'un n'exigera pas le renversement de l'alliance par la République fédérale et l'autre ne s'y résignera pas. Là n'est d'ailleurs pas la question. À propos des thèmes internationaux, comme la conférence européenne sur la sécurité ou la réduction des troupes, et malgré toutes les affirmations contraires, les deux protagonistes sont tellement fixés sur leurs politiques de bloc respectives que l'on ne peut guère s'attendre qu'à des déclarations d'intention en faveur de ces projets – déclarations qui pourraient toutefois, si Brandt devait aller trop loin, être annulées à tout moment par les puissances occidentales. Quelle que soit l'importance de ces thèmes, les négociations mettront l'accent sans doute sur l'organisation des relations bilatérales futures, dans la mesure où elles ne sont pas soustraites, par la Communauté européenne par exemple, à la compétence de Bonn. Il ne faut pas non plus mesurer l'avenir de ces relations essentiellement aux accords qui seront signés dans les prochains jours, il faut au contraire se concentrer sur leur programmation à long terme, sur leur orientation en tant que résultat d'une certaine atmosphère.

Berlin reste le point de litige

Dans ce vaste champ d'action, il n'est pas exclu qu'il puisse y avoir des changements de tendance, voire des réorientations dans les politiques étrangère et économique de Bonn. Cela vaut surtout pour la coopération économique et industrielle. À ce propos, on parle déjà à Bonn d'«étreinte soviétique». L'insistance soviétique a plusieurs motifs. Si l'on écarte la nécessité pour l'Union soviétique de combler son retard technique dans différents domaines, elle s'explique sans doute par la surévaluation des possibilités économiques de la République fédérale et par le caractère miraculeux que la technique allemande continue de revêtir aux yeux des Russes. L'idée que les énormes moyens potentiels de l'Union soviétique, ajoutés à la technique et à l'organisation allemandes, pourraient constituer une combinaison imbattable, a trouvé un nombre considérable d'adeptes en Union soviétique, ne serait-ce que parce qu'elle atténuerait aussi la crainte subconsciente de réactions imprévisibles de la part des Allemands.

Mais en concluant des traités de coopération bilatéraux, et pas seulement avec la République fédérale, Moscou semble poursuivre un autre but encore, à savoir contourner la Communauté européenne en tant qu'espace économique fermé. Ces efforts comprennent à la fois les préparatifs d'une conférence européenne sur la sécurité à Helsinki et la conclusion d'accords bilatéraux avec les États membres de la CE. Par le biais des traités de coopération économique, dans lesquels elle utilise les partenaires occidentaux les uns contre les autres, Moscou semble s'efforcer non seulement de contourner la reconnaissance de la CE, mais aussi de gagner en influence sur elle. Il ne fait aucun doute que la coopération économique avec l'Union soviétique n'est pas seulement souhaitable, mais nécessaire en vue de l'approvisionnement futur en matières premières et en énergie. Bonn devra cependant penser aussi à la conjoncture surchauffée dans son propre pays, qui serait encore attisée par des projets industriels de grande envergure, bénéficiant peut-être même de crédits publics à taux réduit.

Brejnev a qualifié de «résolu» le problème de Berlin-Ouest, qui subsiste encore entre Bonn et Moscou, malgré l'accord conclu entre les quatre grandes puissances. Il faudra pourtant que Brandt y revienne, ne serait-ce que par devoir. Car ni l'accord lui-même entre les quatre Grands, ni une clause sur Berlin-Ouest dans les traités germano-soviétiques ne couvrent globalement tous les cas touchant au statut et à la sécurité de Berlin-Ouest sur lesquels les quatre puissances ont fait des réserves. Ici, à l'exception des allègements apportés aux visites et aux voyages, l'avenir n'apparaît guère plus rose qu'avant la conclusion des traités: Berlin-Ouest restera toujours, et cela presque dans chaque cas particulier, un point de litige, mais aussi un moyen de mettre à l'épreuve le sérieux des promesses soviétiques de commencer un nouveau chapitre dans les relations germano-soviétiques.